



Déclaration liminaire, CSA de rentrée 2026

Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD de l'Aveyron,

- Nous avons vécu un été record qui a mis en lumière l'urgence politique d'agir pour réduire une trajectoire carbone mortifère. Au niveau de l'école, c'est bien l'adaptation et la rénovation du bâti scolaire qui doivent être prioritaires. Face à des canicules récurrentes, notre Ministère a donné une réponse plus que dérisoire : positionner les examens le matin !

L'UNSA Education rappelle que l'employeur est responsable des conditions de travail des personnels. L'état doit se rapprocher des collectivités propriétaires des bâtiments pour impulser et/ou soutenir les projets. Le retard pris par endroits est indigne.

- En cette rentrée 2026, l'académie de Toulouse vit une situation complètement inédite par personnels n'ont accès à aucun outil informatique en ligne. Chaos total donc. Pour rappel, parmi ces services en ligne, on pointait déjà en fin d'année scolaire, le dysfonctionnement du LSU et de ONDE. Il est urgent que le Ministère investisse !

Pourtant, partout la rentrée a bien eu lieu et les élèves ont été accueillis par les personnels qui ont su et bien voulu pallier à l'absence des moyens informatiques de l'Education Nationale. Agent.es administratifs, chef.fes d'établissements, CPE, Directrices et directeurs, enseignant.es, toutes et tous ont ramé et activé le mode débrouille. Est-ce normal et peut-on s'en satisfaire ? Cela nous rappelle l'épisode « COVID » où les équipes étaient déjà bien seules à faire face... L'UNSA Education attend une reconnaissance de la part de notre institution, pour l'investissement de tous les personnels, à tous les échelons.

Le choc de ce fiasco numérique qui perdure, va avoir des conséquences qu'il conviendra de prendre en compte. Nous pourrons en reparler lors de la F3S spéciale la semaine prochaine.

Pour l'UNSA Education il est inadmissible, d'abord que les données des personnels ne soient pas protégées et ensuite que les outils ne soient pas améliorés de manière conséquente. Cela fait trop de temps que toutes les catégories de personnels déplorent l'utilisation problématique au quotidien d'outils largement obsolètes, qui a des incidences récurrentes sur les paies, les conditions de travail, et les relations parents-école...

Le travail sur la carte scolaire fait les frais de ce fiasco. Nous siégeons aujourd'hui sans documents sur les remontées d'effectifs. L'UNSA Education ne comprend pas pourquoi des remontées chiffrées n'ont pas été demandées en juin aux écoles, cela aurait permis une vision globale plus fine, et donc un travail plus efficace. Le CSA que nous avons à cette période nous permettait également d'en savoir un peu plus sur la politique des berceaux de PES, et de pouvoir alerter sur des situations que nous savions critiques.

A l'heure actuelle, l'échange de documents avec les services est complètement bloqué, on sent un climat de suspicion généralisé qui paralyse tout le monde. Cela impacte fortement notre travail de représentation des collègues... Nous espérons donc vivement pouvoir échanger aujourd'hui de la manière la plus complète possible. En effet, des besoins demeurent ou apparaissent, notamment sur des écoles rurales à classe unique où à grands multiniveaux. Nous aurons l'occasion d'aborder plus en détail ces situations.

Nous le rappelons, pour l'UNSA Education, la baisse démographique est l'occasion d'améliorer le taux d'encadrement, donner des moyens pour une école véritablement inclusive. Faire classe, aujourd'hui, à 20 élèves est déjà un défi. Laisser un.e enseignant.e devant des classes à plus de 24 est un contre-sens.

Cette année scolaire verra la tenue des élections présidentielles. Beaucoup de candidats commencent à faire des promesses notamment sur la revalorisation. Au moins le constat est là ! Cependant nous nous devons de rappeler que de nombreux personnels ne touchent pas 3090 euros par mois ! Par ailleurs, même si la revalorisation des professeurs est nécessaire, l'ensemble des personnels doit être concerné.

L'Ecole est bien un projet politique pour la nation, et si elle ne peut pas tout, comme vous le dites Mme la Dasen, elle se doit d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et d'exercice des personnels. Nous regrettons qu'il faille attendre des élections pour que la classe politique s'en préoccupe.

Hélas, les 2 quinquennats écoulés ont malmené notre école publique, et écrasé le dialogue social. Selon le baromètre UNSA Education, seulement 0,3 % des personnels ont confiance en l'avenir du système ! C'est vertigineux et plus qu'inquiétant. Nous sommes bien loin de « L'école de la confiance » de M. Blanquer.

L'UNSA Education, veut des actions et non pas des mots ou des promesses. C'est pourquoi l'UNSA Education continuera d'accompagner et de représenter les personnels, et de défendre une école de la République qui nécessite des moyens pour former les citoyennes et citoyens de demain.